



Repenser la pandémie COVID-19 dans une perspective LGBTIQ+

Nous publions ici quelques réflexions sur l'impact de la pandémie COVID-19 et des mesures de confinement sur les vies des personnes appartenant aux minorités sexuelles et de genre et appelons les décideur·e·s politiques à prendre en compte ces réflexions dans la mise en place de stratégies et de mesuresⁱ pour lutter contre cette crise sanitaire, sociale et économique.

Ces réflexions se basent sur les vécus de quelques membres de notre communauté au Luxembourg, des articles publiés par des médias ou associations LGBTIQ+ à l'étrangerⁱⁱ, ainsi que sur des analyses publiées par diverses organisations européennes/internationales^{iii iv}. Ce texte ne prétend pas à l'exhaustivité des expériences et des vécus. Néanmoins, nous aimerions attirer l'attention sur **l'importance, pour le Luxembourg et au niveau européen, de se doter de boîtes à outil pour systématiquement collecter des données quantitatives et qualitatives sur les vies et les vécus des personnes LGBTIQ+^{v vi}**. Ces données sont essentielles afin de mener des politiques inclusives et afin de redistribuer les fonds d'aide et de solidarité de manière à ce qu'aucune minorité ne soit pénalisée.

Déjà en temps hors-crise, la plupart des personnes LGBTIQ+ subissent et font l'expérience de violences, d'invisibilisations et de mal-être à cause de leur identité de genre, leur sexualité, leur expression de genre et leurs caractéristiques sexuées. **Certaines formes de marginalisation sont amplifiées en temps de pandémie et peuvent augmenter l'exclusion et la discrimination des personnes LGBTIQ+^{vii}**. En plus, nous aimerions rappeler que ce n'est pas uniquement le fait d'être LGBTIQ+ qui rend vulnérable, mais aussi l'appartenance à d'autres groupes sociaux stigmatisés^{viii}.

Les adolescent·e·s et jeunes adultes qui vivent chez leur(s) parent(s) se trouvent confiné·e·s dans un foyer où iels ne se sentent pas forcément à l'aise, ou iels vivent dans la peur du rejet de leur famille et où iels peuvent subir moqueries, attaques verbales et physiques liées à leur orientation sexuelle et/ou identité de genre de la part des autres membres de la famille. D'autres vont vivre des situations de mal-être, parce qu'iels n'ont pas encore fait leur coming-out et se voient éloigné·e·s des lieux et structures qui peuvent fournir de l'aide. Sans revenu et sans ressources, ces jeunes se voient contraint·e·s de rester dans un environnement d'incompréhension et subir d'éventuels abus^{ix}.

Les demandeur·e·s d'asile (DPI) et les réfugié·e·s (BPI) LGBTIQ+ constituent une population extrêmement vulnérable^x à qui leur statut de DPI prend toute autonomie. Iels risquent de se retrouver à la rue ou de compromettre leur demande de protection internationale s'iels ne se conforment pas aux règles de leurs foyers. Cependant, beaucoup de DPI cachent leur homosexualité, bisexualité et/ou transidentité pour se protéger contre les attaques verbales et physiques et mettent ainsi en péril leur santé et bien-être mental. Iels n'ont pas d'autre choix que de vivre confiné·e·s dans leurs foyers et très souvent de se partager une chambre avec d'autres habitant·e·s qui ne sont pas forcément bienveillant·e·s à leur égard. Iels sont isolé·e·s des lieux et structures qui leur permettraient de se ressourcer en s'y rendant et certain·e·s n'ont pas un accès régulier, privé et protégé à internet pour communiquer en toute sécurité avec les structures en question.

Les seniors LGBTIQ+ qui aujourd’hui ont 65 ans ou plus font partie d’une génération de personnes qui vivaient à des périodes où il n’y avait pas de législation en faveur des personnes LGBTIQ+ et où l’homosexualité et la transidentité étaient stigmatisées dans la société. Certaines de ces personnes ont caché leur couple, d’autres sont restées dans leur couple hétérosexuel avec un divorce tardif, encore d’autres n’ont jamais eu d’enfants ou n’ont jamais été marié·e·s (et donc sans droits de succession et d’existence du couple). Cela augmente le risque d’isolement pour les personnes qui vivent chez elles et qui n’ont pas de famille pour leur venir en aide, faire les courses ou prendre des nouvelles sur le bien-être. Pour les personnes qui vivent dans les structures de soin ou maisons de retraite le risque d’isolement est peut-être moindre, mais cela n’empêche pas la solitude^{xi} (pas de visites d’ami·e·s ou de la famille qui peut-être sont les seul·e·s à connaître/accepter l’homosexualité de la personne).

Les familles arc-en-ciel à qui on ne reconnaît pas un statut de parentalité légal et automatique dès la naissance de l’enfant (au parent n’ayant pas fourni son matériel génétique) peuvent se retrouver dans des procédures de reconnaissance ralenties à cause d’administrations partiellement fermées. Pour les couples binationaux ces difficultés sont amplifiées. A un autre niveau, les couples peuvent être confrontés à une vision hétéronormative du couple hétérosexuel de la part des forces de l’ordre qui peuvent remettre en question la légitimité du couple et du foyer de « même sexe ». Enfin, les familles électives, bien qu’elles n’ait aucun statut reconnu par la loi, peuvent constituer un lieu de sécurité et de ressourcement pour les personnes LGBTIQ+ qui ne veulent plus ou ne peuvent plus entretenir des liens familiaux avec leur famille « biologique ».

Une grande partie des personnes LGBTIQ+ sont stigmatisées dans **l’accès aux soins médicaux**. En temps de pandémie et de priorisation de certaines mesures, il se peut que, par exemple, les femmes non-hétérosexuelles et/ou sans désir d’enfant se voient décaler leur rdv gynécologique^{xii}. Les personnes trans qui ont commencé un traitement de réassignation de genre se voient coupées de leur processus de transition^{xiii}.

Une crise sanitaire, économique et sociale ne peut en aucun cas servir de prétexte d’impunité en cas de discriminations, de discours et actes de haines. Ceci vaut pour le contexte national, comme pour le contexte international. Il faut que les gouvernements surveillent et prennent position concernant les attaques contre les droits humains fondamentaux de la part d’autres gouvernements, comme cela était le cas en Hongrie où le droit de reconnaissance des personnes trans et intersexes a été remis en question^{xiv}. De même en Pologne, où le gouvernement, avec l’appui de groupes fondamentalistes, essaie de porter atteinte au droit précairement acquis autorisant l’IVG (Interruption volontaire de grossesse) dans certains cas^{xv xvi} et en interdisant les cours d’éducation affective et sexuelle^{xvii}. Au niveau interpersonnel, **nous avons tous·tes une responsabilité civique**, même en temps de confinement. Il est inadmissible que des personnes stigmatisent les homosexuels en les accusant de répandre le COVID-19 et en tirant des parallèles infondés avec le VIH-SIDA^{xviii}.

Repenser la pandémie sous l’angle LGBTIQ+ c’est aussi repenser la question du genre et de la place des femmes. Les femmes lesbiennes, bisexuelles, queer et trans sont pour une grande partie des actrices dans la lutte contre le COVID-19. Qu’elles travaillent dans les soins, dans les supermarchés ou dans l’enseignement ; qu’elles s’occupent de personnes dépendantes et de leur famille ; qu’elles soient bénévoles dans les centres d’aide ou actives dans les associations – elles sont au cœur du travail du care (rémunéré et non-rémunéré). Ceci montre l’intérêt d’une **analyse à double-sens qui intègre à la fois les questions du genre et de la sexualité** dans les analyses sociales, politiques et économiques.

Repensons ensemble la solidarité. Ce n’est pas le virus qui rend les personnes LGBTIQ+ plus vulnérables, mais les décisions et directions socio-politiques qui ne tiennent pas compte des minorités. Écoutons leurs voix et ne laissons personne derrière !

Pour plus d'informations vous pouvez prendre contact avec Enrica Pianaro : enrica.pianaro@cigale.lu

Sources et Ressources :

- ⁱ <https://www.ilga-europe.org/sites/default/files/COVID19%20-20STATES%20OBLIGATIONS%20IN%20THE%20FIELD%20OF%20LGBTI%20HUMAN%20RIGHTS.pdf>
- ⁱⁱ <https://www.lsvd.de/de/ct/2067-Corona-und-LSBTI>
- ⁱⁱⁱ https://rm.coe.int/the-anti-discrimination-diversity-and-inclusion-dimensions-of-the-resp/16809e201d?fbclid=IwAR3S4nmUcqtGlyaxGJOZSGOYunNkafyUY2kCXX_tmkJopD39rZbma-fxl
- ^{iv} <https://www.ilga-europe.org/covid19>
- ^v <https://assets2.hrc.org/files/assets/resources/HRC-LGBTQ-DataCollection-Report.pdf>
- ^{vi} https://www.journal.lu/top-navigation/article/des-chiffres-pour-lutter-contre-la-haine/?fbclid=IwAR0f_OtAzjAdlPtuDD9_HY_vj4UZ_72WGeRdiiuTdVjW_iaat_M22HI5tQ&cHash=37d365edd2b22e4f3291a1862f8cbbd8&L=0
- ^{vii} https://www.ilga-europe.org/sites/default/files/COVID19%20_Impact%20LGBTI%20people.pdf
- ^{viii} https://www.intersectionaljustice.org/img/2020.4.14_cij-factsheet-intersectionality-at-a-glance-in-europe.pdf
- ^{ix} <https://www.lsvd.de/de/ct/2133-Coronakrise-Wohnungen-und-Unterk%C3%BCnfte-sind-nicht-f%C3%BCr-alle-ein-sicherer-Ort>
- ^x www.cigale.lu : Situation des personnes homosexuelles, bisexuelles, trans' et queer qui demandent l'asile au Luxembourg : 2ème semestre 2015 – décembre 2017 (2018)
- ^{xi} <https://www.komitid.fr/2020/04/03/et-si-durant-le-confinement-on-prenait-des-nouvelles-et-on-aidait-les-seniors-lgbt/>
- ^{xii} www.cigale.lu : Plaisirs et SexualitéS – Petit Guide de Santé [sexuelle] pour femmes* qui aiment les femmes* ... et pas que ! (2017)
- ^{xiii} <https://tgeu.org/covid-19/?fbclid=IwAR0lxhvt0VEEpQ1aqPvTeiUffyzynLzQ8FWgFPy0C7OlmDIBAxEASgznXuQ>
- ^{xiv} <https://lgbti-ep.eu/2020/04/15/63-meps-call-on-hungarian-government-to-revoke-article-33-restricting-the-rights-of-trans-and-intersex-persons/>
- ^{xv} https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/04/poland/?fbclid=IwAR1rAwREngf6ZuisARN-3baURIC6nixt6Ed18iFpeVnJo_nsb_IVRN1W9pY
- ^{xvi} https://www.hrw.org/news/2020/04/14/poland-reject-new-curbs-abortion-sex-ed?fbclid=IwAR1-pyfns_DdAfNVCLhNnnMFPj1EVo2KO1Bd8s7h_wCIZUoIG3-aiLXPr80
- ^{xvii} https://kph.org.pl/kphs-position-on-the-attack-on-reproductive-rights-and-the-right-to-reliable-sex-education/?fbclid=IwAR1V1v4r-6RhnNgE0FstPglJzAgbUqY0fy0Z7HeifW0CtCKABN2IHU_YeNA
- ^{xviii} <https://tetu.com/2020/04/14/a-nimes-encore-un-courrier-homophobe-lie-au-coronavirus-arnaud-temoine/>